

La participation des résidents étrangers aux élections municipales d'avril 2015 à Genève

Rosita Fibbi, Didier Ruedin

Mai 2016



Mandant : Bureau de l'intégration des étrangers, Canton de Genève

Table des matières

La participation des résidents étrangers aux élections municipales d'avril 2015 à Genève	1
Mai 2016	1
Table des matières	3
1 Introduction	4
1.1 Mandat	4
1.2 L'enquête et la présentation des résultats	4
2 Résultats descriptifs	5
2.1 Taux de participation	5
2.2 Raisons de la non-participation	6
3 Comment expliquer la participation électorale	7
3.1 Le modèle sociologique	8
3.2 La théorie de l'exposition	10
3.3 La théorie de l'intégration	12
3.3.1 La dimension intergénérationnelle : un approfondissement	14
3.4 La théorie de la transférabilité	15
3.4.1 Les préférences politiques : un approfondissement	17
3.5 Bilan	18
4 Encadré : La campagne 2015	18
5 Conclusions	20
6 Références	21

1 Introduction

1.1 Mandat

La proportion de personnes issues de l'immigration est élevée en Suisse (35% ; 23% sont de nationalité étrangère)¹ et plus particulièrement à Genève (60% ; 40% de nationalité étrangère)². Ce canton a octroyé en 2005 le droit de vote communal aux étrangers résidant depuis 8 ans en Suisse, qui peuvent dès lors prendre une part active à la vie politique de la Cité. Parmi les 313 000 électeurs concernés par les communales genevoises du 19 avril 2015, on compte 84 000 étrangers (27 %). Le taux de participation des étrangers aux élections est inférieur à celui des citoyens suisses : 27,7% vs 41,5% au premier tour des élections communales d'avril 2015 dans le canton de Genève³.

Dans ce cadre, le Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) du canton de Genève a donné mandat au Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) de l'Université de Neuchâtel, de conduire une étude sur la participation des étrangers aux élections.

1.2 L'enquête et la présentation des résultats

L'étude comporte un sondage représentatif du corps électoral du canton de Genève. L'échantillon a été tiré des listes électorales genevoises pour les élections municipales par le mandant et mis à disposition des chercheurs. La réalisation de l'enquête a été confiée à l'institut de sondage DemoSCOPE qui a recueilli l'information entre le 28 septembre et le 7 novembre 2015. Les analyses portent sur un échantillon de 832 personnes ayant le droit de vote. Le rapport technique rédigé par l'institut de sondage se trouve en annexe à ce document. Une fois l'étude terminée, les données seront déposées auprès de FORS à l'Université de Lausanne (<http://forscenter.ch/fr/>) et ainsi rendues accessibles à l'ensemble des chercheurs.

L'étude vise à comprendre les raisons des différences dans le comportement de vote en fonction des nationalités. L'instrument principal d'analyse du comportement des électeurs en Suisse est celui des études électorales suisses (SELECTS). Couvrant l'ensemble du pays, ces enquêtes se limitent, bien évidemment, à étudier le comportement de la population de nationalité suisse ; en conséquence il n'y a guère de données concernant le comportement de vote de la population étrangère. Ceci a rendu indispensable le sondage.

Les chercheurs du SFM ont élaboré un questionnaire s'appuyant dans une large mesure sur les enquêtes SELECTS afin d'assurer la comparabilité des résultats de ce sondage avec les études électorales suisses portant sur la participation.

Le rapport présente d'abord les chiffres décrivant la participation, déclarée lors de l'enquête et comparée aux données officielles ainsi que l'argumentation avancée par les personnes interrogées quant à leur participation (ch.2). Il traite ensuite des raisons susceptibles de rendre compte des caractéristiques de cette participation en présentant les résultats selon quatre théories explicatives de la participation électorale en général et des immigrés en particulier (ch. 3). Pour chaque explication potentielle, le texte passe en revue les variables pertinentes en analysant singulièrement les facteurs qui distinguent les votants des non-votants. Un modèle d'analyse multivariée permet de montrer la robustesse des premiers résultats : le calcul des probabilités prédites est commenté dans le corps du texte et les modèles sont insérés en détail dans l'annexe. Finalement le rapport documente la variabilité des divers groupes nationaux sur les variables déterminantes pour la théorie analysée.

Il s'est avéré nécessaire de regrouper les nationalités afin d'assurer un nombre d'observations suffisamment grand pour conduire les analyses statistiques. Ainsi les résultats sont présentés en distinguant les principales

¹ <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/key/06.html>

² <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/07/blank/key/04/03.html>, su-f-01.05.03.01.04

³ 2015_T_17_02_2_08_2015.xls OCSTAT

collectivités étrangères résidant à Genève (Français, Italiens, Espagnols et Portugais), les ressortissants des autres pays de l'Europe de l'Ouest (p.ex. Allemagne, Royaume-Uni), les ressortissants des pays de l'Europe de l'Est, souvent originaires des Balkans, et les ressortissants de tous les autres pays, réunis sous l'étiquette de 'reste du monde'.

Le chapitre 4 aborde l'impact de la campagne de promotion de la participation menée par le BIE en 2015. Le rapport se termine par des considérations conclusives (ch. 5).

2 Résultats descriptifs

2.1 Taux de participation

A quelques mois des élections et dans la situation d'enquête, les répondants ont déclaré avoir participé au premier tour des élections des conseillers municipaux et des conseillers administratifs du 19 avril 2015 (Tableau 1). Les Suisses déclarent un taux plus élevé que les étrangers, à l'exception des Américains du Nord.

Tableau 1 : Taux de participation auto-déclarée

Nationalité(s)	Taux
Amérique Nord	86 %
Suisse	76 %
Autre Europe de l'Ouest	65 %
France	61 %
Italie	60 %
Royaume Uni- Allemagne	60 %
Amérique Latine	53 %
Afrique Subsaharienne	47 %
Espagne	44 %
Europe de l'Est	40 %
Asie	40 %
Portugal	36 %
Afrique du Nord	29 %

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Les personnes familières des statistiques de participation relèvent immédiatement que ces taux sont largement supérieurs à ceux observés dans la réalité, tels que calculés par l'Office cantonal de statistique de Genève (Tableau 2).

Ce biais est le produit conjoint de deux phénomènes. La littérature a souvent mis l'accent sur l'effet de désirabilité sociale dans les sondages : pour se conformer aux attentes, les enquêtés non-votants déclarent avoir participé aux élections plus fréquemment qu'ils ne l'ont fait (Ansolabehere et Hersch 2012 ; Deufel et Kedar 2010 ; Hanmer et al. 2014 ; Persson et Solevid 2014 ; Sciarini et al. 2014 ; Zeglovits et Kritzinger 2014). Plus récemment (Sciarini & Goldberg, 2015; Sciarini & Goldberg, 2016) identifient comme autre source de distorsion la surreprésentation des votants effectifs, citoyens actifs politiquement qui, de ce fait sont bien enclins à répondre aux enquêtes sur des thèmes politiques.

Si, en conséquence, les chiffres absolus ne peuvent être pris au pied de la lettre, car ils ne sont pas crédibles, les écarts entre groupes demeurent significatifs, car ces effets de désirabilité sociale et surreprésentation sont universels : ils semblent concerner tous les groupes dans la même mesure (Tableau 2).

Tableau 2 : Taux de participation : statistiques Ocstat, sondage et surestimation

Origine	Ocstat*	Sondage	Surestimation
Suisse	41.5 %	76 %	1.8
Espagne	21.9 %	44 %	2
France	37.7 %	61 %	1.6
Italie	34.4 %	60 %	1.7
Portugal	17 %	36 %	2.1
Autre Europe Ouest	39 %	65 %	1.7
Reste du Monde	27.3 %	45 %	1.6

*Source : 2015_T_17_02_2_09_2015.xls OCSTAT

Ces biais produisent une surestimation de la participation dont l'ampleur demeure relativement semblable parmi les groupes testés : elle correspond à 1,6 fois la participation effective pour les Français et atteint 2,1 fois pour les Portugais. Ce biais concerne également les Suisses qui déclarent une participation électorale de 1,8 fois supérieure à l'effective.

La littérature scientifique internationale relève systématiquement que la participation aux élections des populations d'origine immigrée est inférieure à celle des autochtones (Bevelander et Pendakur 2011 ; Wass 2007) ; cet écart se creuse davantage lorsque les votants sont de nationalité étrangère (Bird et al. 2011b).

2.2 Raisons de la non-participation

Au cours de l'enquête, les personnes ayant déclaré ne pas avoir voté se sont vues présenter une liste de 10 déclarations parmi lesquels choisir les plus pertinents dans leur cas. Ces déclarations testent l'importance relative de facteurs explicatifs de la non-participation tels que :

- l'intérêt pour la politique (ex. « Vous ne vous intéressez pas à la politique ») ;
- la méconnaissance de ses droits (ex. « Vous n'aviez pas le droit de vote ») ;
- la connaissance insuffisante de la réalité politique (ex. « Les élections sont trop compliquées », « Vous ne connaissez pas assez les candidats ») ;
- le sentiment d'efficacité politique (ex. « L'on ne change rien à travers les élections », « Les élections n'ont aucun effet sur la composition du gouvernement de la commune », « Votre candidat préféré/votre parti préféré n'avait aucune chance d'être élu ») ;
- l'identification avec les partis (ex. « Aucun parti et aucun candidat ne vous ont convaincu ») ;
- des arguments idiosyncratiques (ex. « Vous n'avez pas pu vous décider », « Vous aviez un empêchement »).

Tableau 3 : Raisons de la non-participation selon la nationalité

	Suisse	France	Italie	Espagne	Portugal	Autre Europe Ouest	Europe Est	Reste du Monde
pas réussi à me décider	30%	14%	20%	12%	27%	23%	25%	30%
pas d'intérêt pour la politique	51%	46%	50%	51%	53%	27%	41%	19%
élections trop compliquées	38 %	42 %	26 %	27 %	27 %	28 %	19 %	20 %
aucun parti/ candidat convainquant	49 %	36 %	18 %	20 %	24 %	15 %	27 %	12 %
pas de chance pour parti/candidate préféré	9 %	21 %	7 %	18 %	7 %	0 %	15 %	9 %
connaissance insuffisante des candidats	55 %	51 %	42 %	38 %	40 %	37 %	41 %	41 %
empêchement	25 %	27 %	31 %	34 %	23 %	40 %	43 %	33 %
élections n'ont pas d'influence sur la composition du gouvernement	30 %	19 %	20 %	8 %	18 %	10 %	15 %	26 %
élections n'ont aucun impact	30 %	28 %	32 %	16 %	20 %	16 %	14 %	7 %
pas de droit de vote	9 %	11 %	21 %	19 %	19 %	17 %	30 %	25 %

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

L'analyse de la distribution des réponses (Tableau 3) permet d'identifier deux principaux ordres de facteurs. D'une part, environ la moitié des non-votants mentionnent *l'absence d'intérêt* pour la chose publique comme l'argument principal, tout spécialement les ressortissants suisses et des traditionnels pays européens d'immigration. D'autre part, la non-participation est mise en relation avec une *connaissance insuffisante* de ses droits, des candidats en lice ainsi que du système électoral. Particulièrement frappant est le fait qu'environ 10% des ayant droit francophones (qu'ils soient Suisses ou Français) disent avoir ignoré ce droit, un pourcentage qui s'élève à 20% pour les électeurs potentiels provenant de pays non-francophones. Cela est d'autant plus étonnant que l'exercice du droit de vote en Suisse est automatique et non soumis à enregistrement préalable dans les listes électorales et que les ressortissants étrangers ont reçu un courrier personnalisé des autorités les invitant à prendre part au vote.

Une *confiance relative* dans l'efficacité de l'instrument démocratique des élections est observable chez les Suisses, les Français et les Italiens de manière plus prononcée que chez tous les autres groupes d'étrangers. L'opinion que l'offre électorale est inadéquate eu égard aux aspirations des électeurs est davantage le fait des Suisses que des étrangers.

Il convient de remarquer cependant que les raisons invoquées pour ne pas prendre part aux élections ne diffèrent pas de manière systématique et substantielle selon l'origine nationale des enquêtés.

Ce résultat est d'autant plus surprenant que les divers groupes nationaux diffèrent quant aux ressources qu'ils peuvent mobiliser pour la participation électorale.

3 Comment expliquer la participation électorale

Dans les années 2000 l'intérêt pour la mobilisation politique de l'électorat d'origine immigrée est allé croissant à mesure que l'importance des immigrés et leurs descendants augmentait dans le corps électoral grâce à la naturalisation et à l'octroi de vote au plan local dans les cantons romands aux étrangers résidents. Les études s'attachent souvent à rendre compte de la participation politique et surtout la participation électorale (Boughaba, 2014 ; Giugni, Michel, & Gianni, 2014 ; Strijbis, 2014).

La participation politique peut être analysée en se focalisant sur les déterminants individuels ainsi que sur les dimensions contextuelles. La première option s'impose dans notre étude, fondée comme elle est sur une enquête dans le seul canton de Genève auprès des personnes ayant le droit de vote.

Différentes théories politologiques proposent des explications pour rendre compte de la variabilité de la participation électorale (Ruedin, 2010). Nous avons retenu quatre théories principales (Wass, Blais, Morin-Chassé, & Weide, 2015)⁴. Les deux premières théories sont applicables à la participation électorale en général :

- le *modèle sociologique* identifie comme déterminantes les caractéristiques socio-économiques des électeurs ;
- la *théorie de l'exposition* met en avant les facteurs explicatifs d'ordre politique.

Les deux autres théories sont en revanche spécifiques à l'incorporation politique des migrants :

- la *théorie de l'intégration* considère comme importants pour le comportement électoral la familiarisation avec les institutions politiques et le capital relationnel que les migrants ont développé avec des autochtones ;
- la *théorie de la transférabilité* s'intéresse aux effets de la socialisation politique au pays d'origine.

Ces théories servent de charpente à la présentation de nos analyses des données d'enquête.

3.1 Le modèle sociologique

Le modèle explicatif de la participation électorale qualifié de sociologique renvoie aux études classiques en la matière (Lazarsfeld et al. 1944 ; Verba et Nie 1972 ; Wolfinger et Rosenstone 1980) : pour ces auteurs, ce sont des facteurs socio-structurels qui expliquent la participation et l'abstention au vote. Une faible insertion sociale engendre un déficit d'intégration politique, ce qui favorise l'abstentionnisme.

Ce chapitre s'attache à évaluer dans quelle mesure des facteurs de type démographique, tels que l'âge et le genre, et des facteurs de type sociaux, tels que la formation et le revenu expliquent le décalage observé dans le taux de participation des nationaux et des étrangers aux dernières élections municipales à Genève.

Le groupe des votants se distingue significativement de celui de non-votants sur des variables telles que l'âge, le niveau de formation et le revenu (Tableau 4).

Tableau 4 : Variables d'influence : valeurs moyennes pour les votants et les non votants

Moyennes	Votants	Non-votants	
Age	59	53	***
Formation	13.5	11.8	***
Revenu	8151	6454	***
Participation marché travail	52%	48%	
Femmes	53%	56%	

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015, *** significatif avec valeur-p de 0.1 %

Les votants sont plus âgés que les non-votants : l'âge moyen des premiers est de 59 ans contre les 53 des seconds. Le taux de participation augmente avec l'âge pour trois types de raisons : l'intégration sociale et politique s'accroît avec l'âge, la position dans le parcours de vie et les effets générationnels d'une histoire partagée (Sciarini et al. 2001).

Wass et al. (2015) constatent, dans leur étude sur la Finlande, que cette association est plus faible pour les étrangers que pour les « nationaux ». Si les données genevoises montrent également une variabilité de l'association entre âge et comportement électoral selon la nationalité, elle n'apparaît pas systématiquement

⁴ Pour des raisons méthodologiques inhérentes à nos données, nous n'avons pas retenu la théorie du capital social à l'intérieur des réseaux ethniques (Fennema & Tillie, 1999).

plus faible pour toutes les nationalités étrangères en comparaison avec les Suisses : par exemple, elle est aussi forte pour les Portugais que pour les Suisses.

Le deuxième facteur démographique à prendre en compte pour l'analyse de la participation électorale est le genre : Norris (1991) parlait de *gender gap*, relevant que le taux de participation des femmes était inférieur à celui des hommes. Alors que dans nombre de pays cet écart tend à disparaître (Engeli et al. 2006), dans son étude longitudinale, Kriesi (2005) relève la persistance de ce *gender gap* auprès de la population de nationalité suisse, tout en soulignant le resserrement progressif de l'écart. Les données réunies dans le cadre de cette enquête montrent un écart non significatif entre les hommes et les femmes confortant ainsi la thèse d'une progressive similitude entre femmes et hommes quant à la participation politique.

Le niveau de formation distingue également les votants des non-votants : les premiers ont fréquenté en moyenne une formation pendant 13,5 années alors que les seconds ne présentent que 11,8 années de formation. Par ailleurs, si les deux groupes ne se distinguent pas significativement quant à leur participation au marché du travail, il n'en va pas de même pour leur revenu : les votants font état d'un revenu moyen plus élevé (8151 francs mensuels) que les non-votants (6454 francs mensuels en moyenne).

Un modèle de régression logistique (cf. Annexes 2 modèle 1) permet de prendre en considération simultanément plusieurs variables. Cette analyse prédit les chances qu'un événement – dans notre cas la participation électorale – se produise selon les modalités de la variable indépendante retenues. Le Tableau 5 montre ainsi que les probabilités de voter pour un individu de 60 ans sont double de celles d'un individu de 20. De même, un individu avec une longue formation post-obligatoire a quelques 30% de chances en plus d'aller voter qu'un individu ayant fréquenté la seule scolarité obligatoire. Finalement, la probabilité de participer aux élections est plus élevée lorsque le revenu est plus élevé.

Tableau 5 : Probabilités prédites de participation au vote

	p(vote)
Age	
20	30%
60	60%
Formation en années	
9	50%
18	66%
Revenu	
2000	32%
10000	47%
Participation marché travail	
actif	64%
non-actif	57%
Genre	
femmes	57%
hommes	57%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à âge moyen, formation moyenne, revenu moyen, non-actif, homme

Les divers groupes nationaux diffèrent sensiblement sur nombre de dimensions sous analyse (Tableau 6). Les Français, les Italiens et les Suisses présentent un âge moyen supérieur à l'âge moyen des votants (59 ans), alors que les ressortissants de l'Europe de l'Est (41 ans), du Portugal (44) et du 'reste du monde' (49) présentent un âge moyen bien inférieur à cette moyenne.

Les ressortissants de la catégorie ‘Autre Europe de l’Ouest’ (notamment Allemands et Britanniques) possèdent un niveau de formation très élevé (15,6 ans), supérieur à celui des Suisses (14,1) et des Français (13,5) qui s’alignent ainsi sur la moyenne générale des votants. Au pôle opposé on trouve les Portugais (10,2), les Espagnols (10,3) et les ressortissants de l’Europe de l’Est (11,9 ans, chez les Balkaniques, qui constituent l’essentiel de ce groupe).

Tableau 6 : La diversité des groupes de répondants sur les variables relevant du modèle sociologique

	âge moyen	nb moyen années formation	revenu moyen	revenu médian	femmes
Suisse	58.7	14.1	8561	7500	58%
France	62.3	13.5	7639	6500	59%
Italie	61.8	11.2	5922	4500	60%
Espagne	56.1	10.3	6057	5500	53%
Portugal	44.3	10.2	6776	6500	42%
Autre Europe Ouest	58.7	15.6	10222	9500	49%
Europe Est	41.3	11.9	5677	5000	44%
Reste du Monde	48.6	13.3	5238	4500	55%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Les données du sondage SFM-DemoSCOPE confirment la forte association positive entre le niveau de formation atteint et la participation. L’association entre formation et participation chez les étrangers est plus faible que celle observée chez les nationaux, selon Wass (Wass et al. 2015). Dans notre cas, il n’y a pas de variabilité dans l’ampleur des écarts selon les origines.

Quant au revenu moyen, les ressortissants des pays classés sous ‘Autre Europe de l’Ouest’ et les Suisses affichent un revenu bien supérieur au revenu moyen observé chez l’ensemble des votants ; en revanche les personnes provenant du ‘reste du monde’ ont les revenus moyens les plus bas, suivis par les ressortissants de l’Europe de l’Est et de l’Italie.

En conclusion, on peut retenir que les variables identifiées comme cruciales par le modèle sociologique sont effectivement fortement associées avec le comportement électoral des électeurs en général et des étrangers en particulier. De ce fait, ce modèle contribue bien à expliquer la remarquable variabilité dans la participation des étrangers au vote selon les nationalités.

3.2 La théorie de l’exposition

La théorie de l’exposition propose une autre clef d’interprétation de la variabilité du comportement électoral liée à la compréhension de l’espace politique. Sont ainsi retenues sont les connaissances politiques, la participation associative ainsi que la durée du séjour (Wernli, 2004).

L’hypothèse de l’impact des connaissances politiques a été testée en posant deux questions objectives, l’une sur le nombre de partis représentés au Conseil fédéral et l’autre sur le nombre de pays faisant partie de l’Union européenne. Une déclaration relative à l’intensité de l’intérêt pour la chose publique sur une échelle de 1 à 4 sert de base à la deuxième variable. Finalement nous avons testé l’impact de l’orientation politique en demandant aux personnes interrogées de se situer sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie ‘gauche’ et 10 signifie ‘droite’.

Tableau 7 : Variables d'influence relevant du modèle de l'exposition : valeurs moyennes pour les votants et les non votants

Moyennes	Votants	Non-votants	
Connaissances politiques	44%	32%	***
Intérêt pour la politique	1.92	1.17	***
Durée de résidence (années)	37	33	***
Participation associative			
Ass. droits humains	49%	31%	***
Syndicats	18%	12%	*
Ass. sportive	26%	17%	***
Préférence droite-gauche	4.99	5.03	

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015, *** significatif avec valeur-p de 0.1 %, ** valeur-p de 1 %, * valeur-p de 5 %

Le tableau 7 met en évidence quelles variables exercent un impact significatif sur le comportement électoral : en moyenne, 44% des votants connaît les réponses correctes aux deux questions contre 32% chez les non-votants ; les premiers déclarent un intérêt moins incertain pour la politique que les deuxièmes, alors que les deux groupes ne se distinguent pas quant à leur orientation de gauche ou droite.

La participation associative est plus fréquente chez les votants : en particulier la fréquence de l'appartenance à une association de droits humains différencie les deux groupes. Finalement la durée moyenne de résidence dans le canton de Genève est plus élevée chez le groupe de votants que chez les non-votants (Ruedin, 2010).

Ces variables sont à la base du modèle d'analyse multivariée de régression logistique (cf. Annexe 2 modèle 2), présenté ici sous la forme de probabilités prédites. L'appartenance à une association de droits humains est retenue dans le modèle car, à la différence des autres types de participation, elle est moins problématique en termes d'auto-sélection que, par exemple, l'appartenance syndicale. En revanche l'intérêt pour la politique n'a pas été inclus dans le modèle – en dépit du fait qu'il est étroitement lié à la participation électorale – pour éviter des problèmes de multi-colinéarité, surgissant lorsque les variables ne sont pas strictement indépendantes.

Tableau 8 : Probabilités prédites de participation au vote

	p (vote)
Connaissances politiques	
0	44%
1	68%
Durée de résidence (années)	
10	36%
30	42%
Ass. droits humains	
non	44%
oui	60%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à 0 connaissances politiques, résidence moyenne, non-participation.

Les groupes nationaux divergent sensiblement sur les dimensions prises en considération (Tableau 9). Les ressortissants des pays classés comme 'autre Europe de l'Ouest' (ex. Allemagne, Royaume-Uni) sont plus au fait des réalités politiques que les Suisses ; il est vrai qu'ils disposent aussi d'un capital de formation plus élevé (cf. Tableau 6). Les Français sont comparables aux Suisses tant sur le plan des connaissances politiques que du bagage formatif. Ces groupes, auxquels s'ajoutent les personnes provenant du 'reste du monde', montrent aussi un intérêt pour la politique comparable à celui des autochtones.

La durée de séjour dans le canton des Italiens est comparable à celle des Suisses alors que les Espagnols et les Français résident à Genève depuis moins longtemps en moyenne ; parmi les immigrés de l'Europe du Sud, les Portugais se caractérisent par une durée de séjour relativement basse, plus proche de celle des personnes provenant du 'reste du monde'. Les ressortissants des pays de l'Europe de l'Est se singularisent par une durée limitée de séjour alors que ceux de l' 'autre Europe de l'Ouest' présentent une durée de résidence relativement longue.

Tableau 9 : La diversité des répondants sur les variables relevant de la théorie de l'exposition

	connaissances politiques	intérêt pour la politique (moyen)	durée de séjour à Genève (moyen)	gauche- droite (moyen)	ass. droits humains (moyen)
Suisse	40%	1.80	43.8	5.08	57%
France	43%	1.84	35.7	5.52	41%
Italie	33%	1.38	41.8	5.15	31%
Espagne	32%	1.24	37.7	4.38	29%
Portugal	35%	1.06	25.2	5.01	19%
Autre Europe Ouest	53%	1.88	30.0	5.00	56%
Europe Est	31%	1.60	18.5	4.80	37%
Reste du Monde	35%	1.78	20.9	4.48	29%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Si l'on considère les personnes proches des associations des droits humains, on observe que cet intérêt se traduit aussi en participation électorale chez les Suisses et les ressortissants des pays 'autre Europe de l'Ouest' alors qu'elle a bien moins d'impact chez les autres groupes.

Quant aux préférences partisans, tous les groupes se situent en moyenne près du centre de l'échiquier politique, cependant on peut relever que trois groupes se singularisent par leur tendance à s'orienter davantage vers la gauche : les Espagnols, les personnes provenant du 'reste du monde' et ceux de l'Europe de l'Est.

En somme, les variables pertinentes dans la théorie de l'exposition suggèrent que le comportement électoral des résidents change à mesure qu'augmentent leurs connaissances des institutions. Cette théorie s'avère instrumentale dans l'explication du comportement de vote des étrangers et de sa variabilité en raison de leur origine.

3.3 La théorie de l'intégration

La théorie de l'intégration, quant à elle, suggère que la participation électorale des étrangers varie en fonction des facteurs qui 'mesurent' le degré de l'intégration structurelle des immigrés dans leur nouveau pays, tels que la formation ou le revenu (Bueker 2005, 117). Nous proposons ici de tester cette théorie en prenant en compte non pas ces variables, car déjà analysées dans le cadre du modèle sociologique, mais d'autres variables que la sociologie des migrations suggère comme indicatives du rapport des immigrés au pays de résidence.

Ainsi retenons-nous les variables suivantes : les contacts avec les autochtones (Gordon 1964), l'orientation au retour (Cassarino 2004) ainsi que l'identification avec la réalité locale, urbaine (Crul 2012) et la participation associative. Dans le champ de l'incorporation politique des migrants divers travaux (Fennema & Tillie, 1999; Giugni, Michel, & Gianni, 2014) indiquent comment la confiance construite au sein des réseaux associatifs peut se convertir en confiance dans les institutions. Ces suggestions théoriques servent de base pour tester la pertinence de la théorie de l'intégration pour l'étude du comportement électoral.

Tableau 10 : Variables d'influence relevant du modèle de l'intégration : écarts entre votants et non votants

Moyennes	Votants	Non-votants	
Identification avec la municipalité	2.41	2.28	**
Confiance dans les autorités communales	7.06	6.75	*
Projet de retour	1.45	1.59	
Contacts avec des Suisses	79%	64%	***

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015 ; * significatif avec valeur-p de 5 %, ** valeur-p de 1 %, *** valeur-p de 0.1 %

Le Tableau 10 met en évidence les variables exerçant un impact significatif sur le comportement électoral. Les électeurs sont plus enclins à s'identifier avec leur lieu de résidence et manifestent une plus grande proximité avec la municipalité que les non-votants. En revanche l'orientation au retour ne semble pas faire la différence : sans doute que la longue durée de résidence des répondants a entamé un éventuel projet de retour pour beaucoup d'entre eux. Entretenir des contacts avec les autochtones est tendanciellement plus fréquent chez les votants sans pour autant se traduire en un écart significatif entre votants et non-votants.

Le fait de sentir discriminé a un impact sur la participation électorale : ils sont moins nombreux à voter que ceux qui ne se sentent pas discriminés (52% vs. 60%). Or, peu de répondants étrangers (7%) disent se sentir discriminés, de sorte que cette variable n'a pas été retenue ultérieurement.

L'analyse multivariée (Tableau 11 et Annexe 2 modèle 3) rend plus saillante l'importance des contacts avec les Suisses et relativise encore une fois l'importance du projet de retour. L'identification locale n'a pas été prise en compte dans le modèle afin d'éviter des problèmes de causalité.

Tableau 11 : Probabilités prédites de participation au vote

	p(vote)
Projet de retour	
1	32%
4	44%
Contacts avec des Suisses	
pas fréquents	42%
fréquents	61%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à perspective de retour moyenne, sans contacts fréquents

Les groupes diffèrent quant à leur degré d'intégration tel que mesuré par les variables retenues (Tableau 12). Le retour n'est guère un thème pour les répondants, si l'on considère que leur score se situe sur une échelle de 1 à 4. Français, Italiens et ressortissants des pays de l'Europe de l'Est ne l'envisagent guère, alors qu'il habite davantage les esprits des Portugais et des personnes provenant du 'reste du monde'. Les contacts avec les Suisses sont relativement fréquents mais le score sur cette variable pour les divers groupes, avec la seule exception des Français, reste compris entre 64% et 72%.

Quant à l'identification avec la commune et la confiance dans les autorités locales, il convient d'observer que tous les groupes présentent un score plus élevé que celui des Suisses. Cela met en évidence les potentialités d'une mobilisation locale pour l'implication des étrangers.

Tableau 12 : La diversité des répondants sur les variables relevant de la théorie de l'intégration

	projet de retour (moyen)	contact avec des Suisse (moyen)	identification avec la commune (moyen)	confiance dans les autorités communales (moyen)
Suisse	1.36	84%	2.24	6.69
France	1.36	81%	2.37	6.89
Italie	1.36	66%	2.37	7.23
Espagne	1.80	68%	2.51	6.76
Portugal	1.88	70%	2.30	6.89
Autre Europe Ouest	1.41	72%	2.27	6.91
Europe Est	1.37	67%	2.72	7.89
Reste du Monde	1.81	64%	2.44	7.30

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

En conclusion, cette théorie propose des explications pertinentes pour rendre compte du comportement de vote ; toutefois, leur impact semble limité sur les étrangers résidant à Genève à cause de la faible variabilité des scores.

3.3.1 La dimension intergénérationnelle : un approfondissement

Les données de l'enquête SFM – DemoSCOPE sur le comportement électoral permettent d'aborder la variabilité du comportement électoral selon la nationalité actuelle (citoyen suisse ou étranger) et le lieu de naissance (à l'étranger ou en Suisse), qui traduit la succession des générations.

L'analyse descriptive montre que les citoyens suisses, quel que soit leur lieu de naissance, participent davantage aux élections que les citoyens étrangers. Parmi les citoyens étrangers, en revanche, le taux de participation des personnes nées à l'étranger est supérieur à celui des ceux nés en Suisse.

Pour analyser correctement la dimension intergénérationnelle, il convient de tenir compte des variables comme l'âge et le niveau de formation, dont on connaît désormais l'impact sur le comportement de vote (cf. Tableau 5). De plus, la naturalisation en Suisse est un processus sélectionnant les candidats les plus performants sur le plan socio-économique (Fibbi, Lerch, Wanner 2005). Ainsi nous présentons ci-dessous les probabilités prédites de participation électorale en contrôlant ces facteurs (cf. Annexe 2 modèle 4).

Tableau 13 : Probabilité prédite de participation au vote selon le lieu de naissance et la nationalité actuelle

Lieu de naissance	Nationalité actuelle	probabilité prédite
né à l'étranger	nationalité étrangère	52%
	nationalité suisse	74%
né en Suisse	nationalité étrangère	54%
	nationalité suisse	75%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à âge moyen, formation moyenne

Prenons en considération les personnes nées à l'étranger (1^{ère} génération) et celles nées en Suisse (2^{ème} génération) pour mesurer l'impact de l'acquisition de la nationalité suisse sur le comportement de vote. Comme le montre le Tableau 13, la naturalisation augmente de manière sensible les probabilités de participation électorale et dans une mesure comparable pour les personnes nées à l'étranger et pour celles issues de la migration.

Tableau 14 : Probabilité prédite de participation au vote selon le lieu de naissance et la nationalité

Nationalité actuelle	Lieu de naissance	probabilité prédite
nationalité étrangère	né à l'étranger	52%
	né en Suisse	54%
nationalité suisse	né à l'étranger	74%
	né en Suisse	75%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à âge moyen, formation moyenne

Une présentation différente de ces mêmes résultats (Tableau 14) met en relief que la nationalité actuelle est plus importante que la condition de 1^{ère} ou 2^{ème} génération dans l'explication du comportement de vote : en d'autres termes le lieu de naissance n'a guère un impact sur la participation électorale.

Tableau 15 : Probabilité prédite de participation au vote des personnes nées en Suisse selon la naturalisation

Lieu de naissance	Nationalité actuelle	probabilité prédite
né en Suisse	naturalisé	79%
	nationalité suisse à la naissance	77%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à âge moyen, formation moyenne

Notons finalement que, toujours à parité d'âge et de formation, le comportement de vote des personnes naturalisées ne se distingue pas de celui des personnes suisses dès leur naissance (Tableau 15).

3.4 La théorie de la transférabilité

La théorie de la transférabilité pose la question de l'impact de l'expérience politique dans le pays d'origine sur l'implication des immigrés dans leur nouveau pays de résidence (Black, 1987). Elle suggère que les migrants mettent à contribution la socialisation politique acquise avant la migration dans la définition des contours de leur participation politique (Voicu & Comşa, 2014).

Pour tester cette hypothèse nous avons pris en considération la socialisation politique familiale par le biais des questions sur le vote du père et de la mère dans le pays d'origine et la socialisation politique dans le pays d'origine. Ainsi les pays d'origine sont classés selon le degré de liberté accordé aux citoyens par le régime politique : en reprenant la classification de la Freedom House (Freedom House, 2006), ce code varie de 1 à 7 avec la valeur 1 pour un pays libre et 7 pour le pôle opposé.

Tableau 16 : Variables d'influence relevant du modèle de la transférabilité : écarts entre votants et non votants

Moyennes	Votants	Non-votants
vote du père	78%	73%
vote de la mère	74%	67%
pays d'origine libre	92%	84%
pays d'origine libre (var. continue)	1.45	1.53

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

L'analyse bivariée ne montre pas un impact significatif de ces variables sur la participation (Tableau 16). La participation électorale des personnes dont le père a exercé le droit de vote s'élève à 78% contre 73% en cas de non-vote du père. L'écart est semblable si l'on prend en considération le comportement de vote des mères (74% à 66%). Le faible impact de la socialisation familiale est surprenant, en contraste avec les résultats de nombreux autres études sur la question en général et sur les enfants de migrants en particulier (Terriquez & Kwon, 2015; Verba, Schlozman, & Brady, 1995). Il n'est pas impossible que les réponses des personnes interrogées ne soient pas précises lorsqu'elles se réfèrent à des situations très lointaines dans le temps.

Tableau 17 : Probabilités prédites de participation au vote

	p (vote)
Vote du père	
oui	53%
non	47%
Pays d'origine libre	
libre	61%
pas libre	47%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* valeurs fixées dans le modèle à père ne votait pas, pays pas libre.

L'influence de la socialisation politique à un système démocratique au pays d'origine apparaît dans l'analyse multivariée⁵ (cf. Annexe 2 modèle 5) : elle se traduit par une augmentation importante des probabilités prédites de participation (de 47% à 61%) (Tableau 17). Ce résultat conforte l'hypothèse de la résistance, selon laquelle les immigrants socialisés dans des pays non-démocratiques sont moins enclins à participer aux élections que les immigrants socialisés dans des pays industriels, démocratiques (Bird, Saalfeld, & Wüst, 2011b).

Tableau 18 : La diversité des répondants sur les variables relevant de la théorie de la transférabilité

	vote du père	vote de la mère	originaire d'un pays libre* (moyen)
Suisse	82%	69%	
France	86%	86%	1
Italie	79%	75%	1
Espagne	55%	45%	1
Portugal	72%	71%	1
Autre Europe Ouest	74%	76%	1.02
Europe Est	85%	83%	3.25
Reste du Monde	67%	75%	4.31

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

* variable continue

Les différences entre groupes nationaux sur les dimensions prises en considération sont ici peu prononcées (Tableau 18) notamment quant à la variable du vote des parents ; font exception l'Espagne et, dans une moindre mesure, le 'reste du monde'. Par ailleurs ce sont les pays de l'Europe de l'Est et du 'reste du monde' qui se singularisent par le niveau de liberté accordé aux citoyens.

⁵ Le comportement de vote de la mère n'a pas été pris en considération pour l'analyse multivariée car les femmes ne disposent pas partout du droit de vote.

En somme, cette théorie ne contribue que partiellement à expliquer la variabilité observée à Genève dans les taux de participation électorale des étrangers : des deux dimensions de socialisation politique, familiale et macrosociale, seule la deuxième semble exercer une influence sur le comportement électoral des étrangers.

3.4.1 Les préférences politiques : un approfondissement

Ce cadre théorique de la transférabilité semble en revanche plus pertinent dans l'analyse des choix politiques. Contrairement à une idée reçue, il n'y a pas de vote en bloc des immigrés et leurs descendants : au contraire, les choix électoraux varient avec leur origine nationale (Boughaba, 2014; Strijbis, 2014). Nous observons à ce propos en effet une variabilité non négligeable : les personnes originaires du 'reste du monde' et les Portugais expriment une option très claire en faveur de la gauche, suivis par les Espagnols et loin derrière par les Italiens et les votants provenant des pays du Nord de l'Europe. En revanche les Français et les personnes originaires de l'Europe de l'Est votent plus souvent pour les partis de droite (Tableau 19).

Tableau 19 : La diversité des votants et des répondants quant aux préférences politiques*

	Votants (choix du parti)		Ensemble des répondants (parti le plus proche)	
	gauche	droite	gauche	droite
Suisse	50%	50%	51%	49%
France	41%	59%	39%	61%
Italie	54%	46%	72%	28%
Espagne	53%	47%	71%	29%
Portugal	67%	33%	65%	35%
Autre Europe Ouest	47%	53%	38%	62%
Europe Est	30%	70%	50%	50%
Reste du Monde	50%	50%	61%	39%

*Gauche : Ensemble à gauche, Parti socialiste, Verts ; Droite : Parti démocrate-chrétien, Vert libéraux, Parti libéral-radical, Union démocratique du centre, Mouvement citoyen genevois

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Ces options sont sans doute le reflet des caractéristiques socio-économiques des divers groupes ; toutefois la position dans la stratification sociale ne parvient pas à rendre compte de la variabilité de ces choix. Ainsi Strijbis attribue ces choix électoraux à divers mécanismes sociaux et psycho-sociaux. Les citoyens d'origine immigrée appartenant à des *outgroup* adoptent des identifications avec des partis de gauche ; les immigrés d'Europe du sud arrivés comme '*Fremdarbeiter*' votent plutôt à gauche à cause de leur identification avec des partis défendant les droits et les intérêts des migrants. En revanche, les immigrés provenant de l'Europe de l'Est en opposition avec l'idéologie communiste dominante dans leur pays d'origine pendant leur jeunesse votent plutôt pour des partis de centre-droite et droite conservatrice (Strijbis 2014, 616).

Le sondage permet d'explorer la variabilité des options politiques non seulement des votants mais de l'ensemble des personnes interrogées : la comparaison entre ceux-ci et les votants livre une image encore plus polarisée que celle fournie par l'analyse des votants, à l'exception des personnes originaires de l'Europe de l'Est. Ainsi les personnes originaires d'Italie, du 'reste du monde', d'Espagne et du Portugal affichent une option encore plus claire que les votants pour les partis classés à gauche de l'échiquier ; les ressortissants français et de l' 'autre Europe de l'Ouest' se déclarent plus souvent orientés à droite que ceux ayant effectivement voté.

3.5 Bilan

Au terme de ces analyses détaillées il convient de tirer un bilan de la capacité de diverses théories testées à livrer une clef interprétative des différences dans les taux de participation observés dans notre enquête sur la participation électorale des étrangers à Genève (cf. Annexes 2 Tableau 6).

Aucune des théories explicatives testées ne parvient, à elle seule, à rendre compte de la situation genevoise analysée. En réalité toutes concourent à éclairer divers aspects de cette réalité : il s'agit en effet de théories complémentaires entre elles plus que de théories alternatives. Toutefois, en partant des modèles de régression, il est possible d'affirmer que le modèle de l'origine sociale apparaît le plus performant suivi par celui de l'exposition. En revanche les modèles de l'intégration et de la transférabilité présentent une moins bonne adéquation statistique.

Cette étude rejoint ainsi les conclusions d'autres auteurs (Boughaba 2014; Tawfik & Horber 2010) qui soulignent comment quelques variables sociologiques s'avèrent capables d'expliquer les inégalités de participation : âge, niveau de diplôme et appartenance sociale. De plus, il apparaît que l'implication politique augmente à mesure que les individus, dans notre cas les immigrés, connaissent mieux le système politique de leur nouveau pays (White, Nevitte, Blais, Gidengil, & Fournier 2008). En d'autres termes, les théories 'générales' de la participation politique expliquent mieux les inégalités de participation que les théories visant à rendre compte de la participation politique des personnes issues de la migration (Ruedin 2016).

Un regard sur d'autres études sur la participation électorale des immigrés est utile pour situer ce résultat. En France, Maxwell étudie la participation électorale des citoyens de nationalité française selon leur origine (Maxwell 2011) : le modèle sociologique lui permet d'expliquer entièrement l'écart de participation observé entre groupes aux origines différentes. Au Canada en revanche, la théorie de l'exposition semble mieux convenir pour rendre compte des différences dans la participation électorale (Bird, Saalfeld, & Wüst 2011a). Ce constat suggère que dans les pays où l'immigration présente une composition sociale très différenciée, notamment en termes de niveaux de formation, la variabilité observée du comportement électoral des divers groupes est imputable essentiellement à la condition sociale. En revanche, dans les pays où la composition sociale de l'immigration est plus homogène, notamment à cause d'une politique d'admission sélective, les effets de l'exposition, tels que la durée de séjour, influencent de manière plus visible la participation électorale.

4 Encadré : La campagne 2015

Le questionnaire comportait également quelques questions visant à cerner l'impact de la récente et massive campagne, lancée par les autorités à l'occasion de ces élections municipales d'avril 2015, afin de sensibiliser au droit de vote les personnes étrangères résidant dans le canton depuis 8 ans (<http://www.8ans.ch/>).

Nous avons déjà relevé l'importance de l'ignorance du droit parmi les raisons invoquées pour la non-participation. Nous trouvons ultérieure confirmation du rôle crucial de l'information dans le Tableau 20 qui détaille dans quelles conditions les ayants droit au vote ont pris conscience de leur droit. Plus de deux tiers des électeurs étaient bien au fait de cette opportunité politique ; sans doute cela correspond aux personnes qui résident depuis longtemps dans le canton.

Tableau 20 : Connaissance du droit de vote des étrangers résidents selon la participation

	Votants	Non-Votants	Votants de nationalité étrangère	Non-Votants de nationalité étrangère
maintenant, grâce à votre question	6 %	19 %	4 %	16 %
en 2015, grâce à la campagne 'J'ai 8 ans'	18 %	16 %	16 %	18 %
lors des précédentes élections municipales	21 %	25 %	21 %	23 %
depuis l'approbation de l'initiative en 2005	55 %	40 %	43 %	59 %

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Les déficits d'information concernaient environ 28% des étrangers (Tableau 21) : 11% ont été renseignés de leur droit par le sondage, alors que 17% ont été sensibilisés par la campagne officielle. Les Français sont les mieux renseignés (18% de personnes ayant appris seulement en 2015 leur droit de vote communal) et les Européens de l'Est le moins souvent au courant (37%). La campagne d'information a été particulièrement utile pour les ressortissants des collectivités les moins nombreuses dans le canton.

Tableau 21 : Connaissance du droit de vote des étrangers résidents selon la nationalité (groupes de nationalités)

	Suisse	France	Italie	Espagne	Portugal	Autre Europe Ouest	Europe Est	Reste du Monde
maintenant, grâce à votre question	17%	6%	10%	9%	14%	4%	11%	12%
en 2015, grâce à la campagne 'J'ai 8 ans'	19%	12%	17%	12%	15%	24%	26%	16%
lors des précédentes élections municipales	20 %	26 %	16 %	22 %	21 %	25 %	26 %	42 %
depuis l'approbation de l'initiative en 2005	45 %	56 %	57 %	57 %	50 %	47 %	37 %	30 %

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Relevons que la campagne a permis à une personne étrangère sur six d'apprendre pour la première fois son droit au vote et même si tous n'en ont pas fait usage, cela a contribué à augmenter le taux de participation des étrangers de 27% en 2011 à 27,8% en 2015 et à réduire l'écart entre le taux de participation d'avec les Suisses, passé de 16,3 en 2011 à 13,7 points en 2015.

La campagne d'information et d'affichage dans l'espace public était accompagnée par un courrier personnalisé signé par les autorités cantonales, invitant les ayants droit à participer aux élections.

Tableau 22 : Importance de la lettre des autorités pour la participation

	Votants	Non-Votants	Votants de nationalité étrangère	Non-Votants de nationalité étrangère
tout à fait	13 %	9 %	19 %	9 %
plutôt oui	18 %	11 %	22 %	11 %
plutôt pas	11 %	14 %	12 %	16 %
pas du tout	59 %	67 %	48 %	63 %

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Environ 27% des personnes interrogées disent avoir été motivées par cette invitation personnalisée à se rendre aux urnes (Tableau 22). Parmi les étrangers, tout particulièrement les votants sont deux fois plus nombreux que les non-votants à déclarer avoir été sensibles à cette sollicitation.

Tableau 23 : Importance de la lettre des autorités pour la participation selon la nationalité (groupes de nationalités)

	France	Italie	Espagne	Portugal	Autre Europe Ouest	Europe Est	Reste du Monde
tout à fait	10 %	12 %	7 %	16 %	12 %	28 %	27 %
plutôt oui	14 %	15 %	16 %	17 %	18 %	28 %	16 %
plutôt pas	17%	17%	12%	10%	12%	12%	11%
pas du tout	58%	56%	65%	57%	58%	31%	46%

Source : sondage SFM - DemoSCOPE 2015

Reste que la démarche a eu un écho positif chez les ressortissants des pays de l'Europe de l'Est et ceux des pays extra-européens (Tableau 23), les plus sensibles à une invitation des autorités à participer au jeu démocratique.

5 Conclusions

Les chercheurs du SFM ont reçu du Bureau de l'intégration des étrangers du canton de Genève le mandat de étudier à l'aide d'un sondage les raisons de l'abstention des étrangers aux élections municipales d'avril 2015. Les études montrent une grande différence dans les taux de participation entre les autochtones et les groupes d'origine immigrée et des écarts encore plus prononcés entre nationaux et étrangers, là où les étrangers se sont vus octroyer le droit de vote aux élections locales.

Quatre théories explicatives centrées sur les facteurs individuels ont été testées : le modèle sociologique, la théorie de l'exposition, la théorie de l'intégration et la théorie de la transférabilité. Le modèle qui rend le mieux compte de la participation électorale des étrangers renvoie aux caractéristiques individuelles des titulaires du droit de vote, notamment aux variables démographiques et de position sociale. Les résultats montrent que la prise en considération de ces facteurs réduit les écarts dans le taux de participation entre Suisses et étrangers, notamment pour certains (groupes de) nationalités.

6 Références

- Ansolabehere, S. & Hersh, E. (2012). "Validation: What big data reveal about survey misreporting and the real electorate." *Political Analysis*: mps023.
- Bevelander, P. & Pendakur, R. (2011). "Voting and Social Inclusion in Sweden." *International Migration*, 49(4): 67-92.
- Bird, K., Saalfeld, T., & Wüst, A. M. (2011a). Voter turnout in comparative perspective In Bird, K., Saalfeld, T. & Wüst, A. M. (Eds.). *The political representation of immigrants and minorities: voters, parties and parliaments in liberal democracies* (pp. 284). Milton Park: Routledge.
- Bird, K., Saalfeld, T., & Wüst, A. M. (Eds.). (2011b). *The political representation of immigrants and minorities: voters, parties and parliaments in liberal democracies*. Milton Park: Routledge.
- Black, J. H. (1987). The practice of politics in two settings: Political transferability among recent immigrants to Canada. *Canadian Journal of Political Science*, 20(04), 731-753.
- Boughaba, Y. (2014). Participation politique et origines nationales: une analyse de la mobilisation électorale dans une ville populaire en Suisse. *L'espace politique [En ligne]*, 23 | 2014-2, mis en ligne le 04 juillet 2014, consulté le
- Bueker, C. S. (2005). Political incorporation among immigrants from ten areas of origin: The persistence of source country effects. *International Migration Review*, 39(1), 103-140.
- Cassarino, J.-P. (2004). Theorising Return Migration: the Conceptual Approach to Return Migrants Revisited. *International Journal on Multicultural Societies*, 6(2), 162-188.
- Crul, M., Schneider J. & Lelie, F. (Eds.). (2012). *The European Second Generation Compared. Does the Integration Context Matter?* Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Deufel, B. J & Kedar, O.(2010). "Race and turnout in US elections exposing hidden effects." *Public Opinion Quarterly*, 74(2): 286-318.
- Engeli, I., Ballmer-Cao, T.H. & Giugni M. (2006). "Gender gap and turnout in the 2003 federal elections." *Swiss Political Science Review*, 12(4): 217-242.
- Fennema, M., & Tillie, J. (1999). Political participation and political trust in Amsterdam. Civic communities and ethnic networks. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 25(4), 703-726.
- Fibbi, R., Lerch M. & Wanner P. (2005). "Processus de naturalisation et caractéristiques socio-économiques des jeunes issus de la migration", in OFS (éd.) *L'intégration des populations issues de l'immigration en Suisse: personnes naturalisés et deuxième génération*. Neuchâtel: Office fédéral de statistique, p. 57pp.
- Freedom House. (2006). *Freedom in the World Comparative Rankings: 1973-2006*. Washington: Freedom House.
- Giugni, M., Michel, N., & Gianni, M. (2014). Associational Involvement, Social Capital and the Political Participation of Ethno-Religious Minorities: The Case of Muslims in Switzerland. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40(10), 1593-1613.
- Gordon, M. M. (1964). *Assimilation in American Life. The Role of Race, Religion and National Origins*. New York: Oxford University Press.
- Hanmer, M.J., Banks A.J. & White I.K. (2014). "Experiments to Reduce the Over-reporting of Voting: A Pipeline to the Truth." *Political Analysis*, 22(1): 130-141.
- Kriesi, H.P. (2005). *Direct democratic choice: The Swiss experience*. Lexington Books.
- Lazarsfeld, P.F., Berelson B. & Gaudet H. (1944). *The People's Choice*, New York. Duell, Sloan, & Pearce.
- Maxwell, R. (2011). Political participation in France among non-European origin migrants: segregation or integration? *Journal of Ethnic & Migration Studies*, 36(3), 425-443.
- Norris, P. (1991). "Gender Differences in Political Participation in Britain: Traditional, Radical and Revisionist Models." *Government and Opposition*, 26(1): 56-74.
- Persson, M. & Solevid, M. (2014). "Measuring Political Participation—Testing Social Desirability Bias in a Web-Survey Experiment." *International Journal of Public Opinion Research*, 26(1): 98-112.

- Ruedin, D. (2010). Wie würden Personen ohne den roten Pass wählen: Wahlverhalten von Ausländerinnen und Ausländern, *Discussion Papers SFM* 24, 12pp. doi:doi:10.1093/sp/7.2.127
- Ruedin, D. (2016). The political participation of immigrants. Annual Conference of the Swiss Political Science Association, Basel 21-22 January 2016.
- Sciarini, P., Ballmer-Cao, T.-H. & Lachat R. (2001). "Genre, âge et participation politique: les élections fédérales de 1995 dans le canton de Genève." *Swiss Political Science Review*, 7(3): 81-96.
- Sciarini, P., Goldberg, A.C. & Tawfik, A. (2014). "Nonresponse Bias, Measurement Error and Total Turnout Bias in Post-Election Surveys." *Paper presented at the SPSA Annual Conference 2014, Bern, January 31.*
- Sciarini, P., & Goldberg, A. C. (2015). Lost on the Way: Nonresponse and Its Influence on Turnout Bias in Postelection Surveys'.doi:10.1093/ijpor/edv049. *International Journal of Public Opinion Research*, December, edv049. .
- Sciarini, P., & Goldberg, A. C. (2016). Turnout Bias in Postelection Surveys: Political Involvement, Survey Participation, and Vote Overreporting. *Journal of Survey Statistics and Methodology*. doi:10.1093/jssam/smv039
- Strijbis, O. (2014). Migration background and Voting Behavior in Switzerland: A Socio-Psychological Explanation. *Swiss Political Science Review*, 20(4), 612-631.
- Tawfik, A., & Horber, E. (2010). Les déterminants de la participation et quelques effets sur le vote de gauche In Nicolet, S. & Sciarini, P. (Eds.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Chêne-Bourg: Edition Georg.
- Terriquez, V., & Kwon, H. (2015). Intergenerational family relations, civic organisations, and the political socialisation of second-generation immigrant youth. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(3), 425-447.
- Verba, S. & Nie, N. H. (1972). *Participation in America*. Harper & Row.
- Verba, S., Schlozman, K. L., & Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Voicu, B., & Comşa, M. (2014). Immigrants' Participation in Voting: Exposure, Resilience, and Transferability. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 40(10), 1572-1592.
- Wass, H. (2007). "The effects of age, generation and period on turnout in Finland 1975–2003." *Electoral studies*, 26(3): 648-659.
- Wass, H., Blais, A., Morin-Chassé, A., & Weide, M. (2015). Engaging Immigrants? Examining the Correlates of Electoral Participation among Voters with Migration Backgrounds. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 25(4), 407-424.
- White, S., Nevitte, N., Blais, A., Gidengil, E., & Fournier, P. (2008). The Political Resocialization of Immigrants Resistance or Lifelong Learning? *Political Research Quarterly*, 61(2), 268-281.
- Wernli, B. (2004) « The Federal Elections in Switzerland », in Klöti, U., *Handbook of Swiss Politics*, Zürich, NZZ Publishing.
- Wolfinger, R.E. & Rosenstone, S.J. (1980). *Who votes?* : Yale University Press.
- Zeglovits, E. & Kritzinger, S. (2014). "New attempts to reduce over reporting of voter turnout and their effects." *International Journal of Public Opinion Research*, 26(2): 224-234.